

*l'Anti*capitaliste

n°703 | 11 avril 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

GUERRE GÉNOCIDAIRE EN PALESTINE



**GOUVERNEMENTS
ET INDUSTRIELS**

COMPLICES!

ZOOM

Agriculture. Un vote à l'Assemblée qui fait écho à la colère paysanne

Page 3

INTERNATIONAL

USA. Biden durcit le ton mais le soutien américain à Israël se poursuit

Page 4

ARGUMENTS

Députés du RN: utiliser les classes populaires pour défendre le capital

Page 5

CHAMP LIBRE

Un an après Sainte-Soline, entretien avec Caroline des Soulèvements de la Terre

Page 8

Édito

Les macronistes amènent du carburant à l'extrême droite

Par CATHY BILLARD

Il n'est pas indispensable de s'être infligé le débat entre Valérie Hayer (tête de liste Renaissance) et Marion Maréchal (tête de liste Reconquête) lundi soir sur Cnews pour comprendre que la stratégie macroniste est un accélérateur de l'extrême droitisation du débat politique.

D'abord, en acceptant l'organisation d'un débat de campagne par une chaîne de Bolloré, chaîne qui ne cache pas son parti pris pour les candidatEs d'extrême droite à chaque échéance électorale. Ensuite, en donnant crédit aux questions biaisées par le prisme de l'extrême droite : comment lutter contre « l'ensauvagement de la jeunesse » ? comment booster la militarisation et l'armement ? comment fermer les frontières plus hermétiquement ? Et qu'importe que les réponses diffèrent, ce qui est martelé c'est le constat des enjeux. Et ils sont partagés. De fait. On peut même redouter que les deux obsessions — la lutte contre l'islamisation de M. Maréchal et le renforcement de l'autoritarisme institutionnel de V. Hayer — puissent fusionner dans un projet politique commun, celui du RN par exemple. Alors, ce n'est pas un scoop ! Le fond politique de la macronie n'est que l'habillage idéologique de l'individualisme et de la loi du plus fort pour justifier le maintien de l'économie de marché. Et comme ce n'est pas « rentable électoralement », sa tactique est de se poser en seule alternative au RN. Dans cette campagne européenne, les macronistes ne combattent donc pas les idées d'extrême droite, défendues bien au-delà du RN à commencer par la liste Reconquête, mais cherchent à minimiser l'écart entre la liste Bardella et la leur. Pour cela, elles et ils recourent à la bonne vieille tactique de la division : donner de la visibilité à Reconquête pour tenter d'éparpiller les voix de l'extrême droite.

Que cette stratégie contre la montée électorale du FN / RN, éculée depuis des décennies, risque fort d'être perdante pour les macronistes pourrait nous être indifférent, puisque c'est leur politique même qui alimente la montée des votes d'extrême droite. Nous ne pouvons pourtant compter sur un tel calcul. Le vote pour l'extrême droite, quelle qu'elle soit, est un vote de désespoir qui désarme celles et ceux qui combattent la politique macroniste. Y faire barrage est un enjeu vital qui commence par la reconstruction des solidarités dans les mobilisations sociales et contre toutes les oppressions avant de s'exprimer en juin dans les urnes.

Bien dit

L'usage récurrent des moyens de l'anti-terrorisme pour diaboliser spécifiquement les mobilisations qui menacent les intérêts des lobbys industriels est frappant. Elle marque à quel point ce gouvernement leur est inféodé

Communiqué des SOULÈVEMENTS DE LA TERRE à la suite de l'arrestation de 17 personnes lundi 8 avril 2024 pour une action sur un site Lafarge.

À la Une

Génocide palestinien : agir contre la complicité de nos gouvernements !

Depuis six mois, Israël mène à Gaza une guerre génocidaire, une guerre qui cible d'abord et avant tout les populations civiles. Plus de 33 000 Palestiniens ont été tués, près de 80 000 ont été blessés, et environ 40% de ces victimes sont des enfants.

L'armée israélienne a détruit les écoles et les universités, mais aussi les hôpitaux où se réfugient les civils terrifiés. Sa stratégie d'extermination l'amène aussi à affamer les Palestiniens, en ne permettant pas aux convois de ravitaillement d'entrer dans la bande de Gaza. Et son armée attaque les distributions de vivres et les salariéEs des organisations humanitaires qui les organisent.

Se mobiliser contre le nouveau massacre qui se prépare

Israël a décidé d'aller encore plus loin et affirme aujourd'hui se préparer à attaquer Rafah, la ville où 1,5 million de GazaouiEs ont été contraintEs à se réfugier. Netanyahu prépare ainsi un nouveau massacre, d'une ampleur qui pourrait être inégalée. Sûr de son impunité, son gouvernement accentue chaque jour sa logique guerrière qu'il poursuit même au-delà des frontières de la Palestine historique, comme l'a montré le bombardement du consulat iranien de Damas le 1^{er} avril. Pour changer la donne, il n'existe qu'un seul moyen : que l'indignation des peuples contraigne les gouvernements à mettre un terme à l'impunité israélienne. Ce sont en effet les relations politiques et commerciales de nos gouvernements avec Israël qui encouragent Netanyahu à continuer sa guerre génocidaire. C'est aussi l'absence de sanctions internationales qui permet



au gouvernement israélien de financer sa guerre et d'armer ses troupes. C'est pourquoi, il nous faut amplifier la mobilisation, en la tournant davantage contre nos gouvernements pour exiger qu'ils utilisent les moyens qui sont les leurs pour arrêter cette guerre immonde.

En France, il nous faut donc nous adresser à Macron, en exigeant tout d'abord l'arrêt immédiat des scandaleuses exportations

d'armes françaises en direction d'Israël. Le gouvernement français doit aussi mettre fin à toutes les coopérations militaires, économiques ou universitaires qu'il entretient avec Israël. Il nous faut aussi exiger des entreprises françaises qu'elles arrêtent leurs investissements en Israël, en boycottant des groupes comme Carrefour, dont la filiale Yenot Bitan vient d'annoncer le développement de ses services de

ravitaillement des colonies en Cisjordanie. Il est aussi important d'obtenir que l'État d'Israël ne puisse participer aux JO de Paris, le mettant ainsi au ban des nations.

Du cessez-le-feu à la solution politique

L'urgence est évidemment d'imposer un cessez-le-feu. Celui-ci doit bien évidemment concerner Gaza, que les troupes israéliennes doivent évacuer sans délai. Mais le cessez-le-feu doit aussi concerner la Cisjordanie, où le gouvernement israélien a accéléré à bas bruit sa politique de nettoyage ethnique. Netanyahu vient par exemple d'annoncer la confiscation de 800 nouveaux hectares de terres palestiniennes en Cisjordanie et de faire distribuer de nouveaux fusils d'assaut aux milices fascistes des colons, qui multiplient les exactions contre les civils pour les contraindre à quitter leurs terres.

Au-delà de ces mesures d'urgence, nous devons aussi exiger de nos gouvernements qu'ils se prononcent pour une véritable solution politique de la question palestinienne. Celle-ci doit évidemment passer par l'application du droit international, c'est-à-dire par le démantèlement de toutes les colonies et l'application du droit au retour des Palestiniens chassés de leurs territoires. Il ne peut y avoir de paix sans justice, ce qui suppose d'assurer l'égalité des droits de toutes les populations qui vivent entre la mer et le Jourdain, afin que soit mis un terme à la situation d'apartheid que les Palestiniens subissent depuis plus de 75 ans.

Laurent Ripart



PAS DE LOGEMENT, PAS DE JO

Avec la fin de la trêve hivernale, les mobilisations légitimes pour le droit au logement se multiplient. Les mineurs isolés du parc de Belleville et les travailleurs sociaux en grève occupent depuis samedi 6 avril la Maison des Métallos à Paris, 11^e. Ils réclament des hébergements dignes où ils peuvent rester jusqu'à leur recours, qu'ils puissent être ensemble et en lien avec les réseaux de solidarité, syndicats et associations ; une couverture médicale digne ; l'accès aux cantines solidaires de la Ville de Paris pour se nourrir.

Pas de logement, pas de JO !

Pour les soutenir : <https://www.helloasso.com/associations/liberte-egalite-papiers/formulaires/1>

© MARCHÉ DES SOLIDARITÉS

AGRICULTURE Un vote à l'Assemblée qui fait écho à la colère paysanne

La gauche unie derrière Marie Pochon, députée Les Écologistes, qui présentait la proposition de loi (reprise de celle de LFI retoquée à l'Assemblée en novembre 2023) est passée malgré l'opposition de la majorité, du gouvernement, du RN — qui s'est abstenu — et de la droite absente au moment du vote.

Les prix planchers

La loi prévoit un prix de vente minimal supérieur au prix de revient pour aboutir à une rémunération deux fois supérieure au smic pour les producteurices. Les prix seraient déterminés par une « conférence publique » dans les filières qui le souhaitent ou sur décision du gouvernement et seraient revus tous les quatre mois.

La macronie, gênée aux entournures — car Macron avait fait le malin au Salon de l'agriculture en vantant le mérite des prix planchers — a bataillé contre... en arguant que la loi conduirait à établir « des prix administrés », défavorables à l'importation et à l'exportation. Des arguments qui rejoignent ceux des distributeurs qui voient dans les prix planchers « un frein à la compétitivité », comme le soulignait Thierry Cotillard, président du groupe Mousquetaires-Intermarché. Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, se dit « sceptique ». C'est sûr qu'une juste rémunération

Le texte de loi instaurant des « prix planchers » et « l'interdiction des polluants éternels » a été voté le 4 avril à l'Assemblée nationale.

UN JÉLINE SUR DEUX NE SAIT PLUS RECONNAÎTRE UNE COURGETTE



des paysanNEs est moins portuse économiquement qu'un système exploitant jusqu'à l'os les agriculteurices.

En revanche, la Confédération paysanne, la Coordination rurale se disent satisfaites. Comme Greenpeace. De plus, la loi crée un fonds dédié à la transition agro-écologique des exploita-

tions, par le versement de 10% des bénéfices provenant de la grande distribution, de l'agro-alimentaire et de l'agrochimie.

Interdiction des « polluants éternels »

Les PFAS ou polluants éternels — ces molécules retrouvées dans les emballages alimentaires,

les revêtements antiadhésifs, les cosmétiques, produits ménagers — provoquent des perturbations hormonales, de la fécondité, des dérèglements du système immunitaire, des cancers. Après la Convention de Stockholm en 2001 qui prévoyait l'interdiction de certains polluants, les POP (polluants organiques persistants), c'est la première fois que la France vote un texte qui prévoit l'arrêt de la fabrication, de l'importation, de l'exportation, de la mise sur le marché des PFAS. Les députéEs LR et RN ont réussi à en exclure les ustensiles de cuisine (voir page 6 l'article sur Tefal) et se sont abstenus. Même si l'on connaît le pouvoir des industriels à contourner les lois pour réserver le business, on peut se réjouir de ce vote. Néanmoins, la vigilance s'impose. Pannier-Runacher n'a-t-elle pas autorisé à pulvériser cinq fois par an, au lieu de deux, les champs de betteraves d'un pesticide (Movento) dont la matière active est le spirotétramate, substance suspectée par l'Union européenne d'être toxique pour la reproduction? La seule colère paysanne ne suffira pas, nous sommes toutes et tous concernéEs par la transformation écologique de l'agriculture. **Commission nationale écologie**

SÉCURITÉ SOCIALE Jours de carence: après les chômeurEs, les malades dans le viseur

Après la nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage menée au pas de charge, c'est maintenant l'indemnisation des arrêts de maladie qui est dans le viseur gouvernemental.

Ainsi, pour Bruno Le Maire: « Les arrêts maladie ont augmenté de 10% depuis le covid! Leur multiplication pose une vraie question. Ce débat doit être ouvert dès cette année afin de lutter contre les abus. »

De un à quatre jours de carence supplémentaires

Actuellement les salariéEs du secteur privé ne reçoivent pas d'indemnités de la Sécurité sociale pendant les trois premiers jours d'un arrêt maladie. Le projet gouvernemental consisterait à augmenter ce délai de deux, trois voire quatre jours. Les économies attendues seraient d'un milliard d'euros. Des voix patronales critiquent ce projet... en proposant d'aller encore plus loin. Elles préconisent la mise en place de jours de carence dits « d'ordre public », qui ne soient ni à la charge de la Sécurité sociale... ni à celle des employeurs. En clair, les salariéEs seraient alors totalement privéEs de rémunération¹.

Une construction idéologique...

Chômage ou maladie, Macron, Attal et Le Maire ne font que ressasser les poncifs réchauffés de la droite et de l'extrême droite: le mythe de la « fainéantise » des salariéEs toujours à l'affût de moyens pour ne pas travailler en « abusant » d'une protection sociale « trop généreuse ». Les mêmes vieilles recettes en découlent: priver les « profiteurs »

de revenus pour les remettre au travail et renflouer les caisses de la protection sociale.

...démentie par les enquêtes de la statistique publique elle-même

Cette construction idéologique fait les beaux jours des plateaux de télévision. Elle est pourtant démentie par les études statistiques des ministères eux-mêmes.

Pas plus que le durcissement de l'indemnisation du chômage n'a montré d'efficacité pour le retour à l'emploi, l'instauration des jours de carence n'a pas les résultats annoncés sur les arrêts maladie. Une enquête de la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) le confirme: « Les résultats indiquent que les salariés couverts durant le délai de carence n'ont pas de probabilité plus élevée d'avoir un arrêt dans l'année, mais ont des durées totales d'arrêt maladie significativement plus courtes »². En d'autres termes, les jours de carence ne diminuent pas le nombre d'arrêts maladie, ils en augmentent la durée.

Ne rien lâcher, remobiliser

Macron et le gouvernement Attal ont engagé un « concours Lépine des mesures d'économie », selon l'expression de l'ancien ministre macroniste Clément Beaune. Ce « concours » n'a qu'un but: faire payer aux classes populaires la facture du « quoi qu'il en coûte », et revenir aux politiques libérales les plus

dures. La protection sociale dans toutes ses dimensions (chômage, santé, retraites) est au cœur de cet enjeu de classe. Au sein même du camp présidentiel des doutes s'expriment sur la possibilité d'imposer ce nouvel et violent accroissement de l'austérité. Signe de cette inquiétude, Attal vient de concéder la mise en place d'une « mission » sur la taxation des « rentes ».

Tout dépend désormais de la capacité du mouvement social et ouvrier à ne rien lâcher sur cette question et à mobiliser, faute de quoi la colère sociale dévoyée risque d'avoir pour seul exutoire le vote pour l'extrême droite. **J. C. Delavigne**

1 — Dans le secteur public, la journée de carence (non compensée) a été rétablie par E. Macron.

2 — Organisme officiel travaillant sous la responsabilité du ministère du Travail et de la Santé. Catherine Pollak, « L'effet du délai de carence sur le recours aux arrêts maladie des salariéEs du secteur privé », *Dossiers Solidarité et Santé*, n° 58, janvier 2015.

À lire sur le site



Automobile: Grève et production bloquée à l'usine Forvia d'Allonjoie

No comment

Quand on est capable de s'approcher enfin du plein emploi, de réindustrialiser le pays, d'ouvrir de nouvelles filières industrielles, de devenir la nation la plus attractive pour les investissements étrangers en Europe, on ne change pas de cap de politique économique

BRUNO LE MAIRE, Questions au gouvernement, 9 avril 2024

Agenda

Samedi 13 avril, Journée écosocialisme 2024 avec Philippe Poutou, Bruxelles.

À partir de 10h. Organisé par la Gauche anticapitaliste belge, plus d'info: <https://www.gaucheanticapitaliste.org/ecosocialisme2024/>.

Samedi 13 avril, fête anticapitaliste du NPA 35, Rennes. De 15h à 23h, salle Carrefour 18, 7, rue d'Espagne, métro Fréville.

À 19h meeting avec Christine Poupin.

Dimanche 21 avril, marche contre l'islamophobie, contre le racisme et pour la protection de tous les enfants contre les crimes policiers, Paris. À 14h, Barbès-République.

Lundi 22 avril, rencontre avec Ugo Palheta, Ludvine Bantigny et Olivier Besancenot sur la révolution des Œillets au Portugal, Paris. À 19h30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Mardi 23 avril, rencontre avec Daniel Tanuro sur « Écologie, luttes sociales et révolution », Paris. À 19h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Lundi 29 avril, rencontre librairie du NPA 18^e avec Ugo Palheta sur la révolution des Œillets au Portugal, Paris. À 19h30, au Rideau Rouge, 42, rue de Torcy, M^o Marx-Dormoy.

Mercredi 1^{er} mai, Fête anticapitaliste du NPA 67, Strasbourg. À partir de 12h au 1, place des Orphelins à Strasbourg autour d'un repas. Buvette, barbecue, option vegan.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction: redaction@npa2009.org

Diffusion: diffusion.presse@npa2009.org

Administration: 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN: 2269-3696

Commission paritaire: 0419 P 11508

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage: 1800 exemplaires

Directeur de publication: Julien Salingue

Secrétaire de rédaction: Fabienne Brifault

Maquette: Ambre Bragard

Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



AFRIQUE DE L'OUEST Au Togo, la dictature dynastique

Passer du régime présidentiel à un régime parlementaire, c'est la dernière trouvaille de Faure Gnassingbé pour rester, comme son père le fut, président à vie.

Le pays s'est réveillé avec une nouvelle Constitution votée dans la nuit du 25 mars par 89 députés sur les 91 que compte l'Assemblée nationale togolaise.

Non seulement il n'y a eu aucun débat, alors qu'il s'agit d'un changement important pour le pays, mais cette nouvelle Constitution, qui attend la promulgation de la présidence de la République, n'est toujours pas publiée. Elle le sera, d'après les autorités, lors de son effectivité.

La Constitution change...

Ce que l'on sait, c'est que ce nouveau texte s'inspire d'un régime parlementaire puisque c'est le parti majoritaire à l'Assemblée qui nommera le président du Conseil des ministres. Cette fonction concentrera tous les pouvoirs, notamment celui de représenter le pays à l'étranger et de diriger l'armée. Elle ne sera pas soumise à une limitation des mandats contrairement à celle maintenue du président de la République dont la tâche principale sera d'inaugurer les chrysanthèmes.

Faure Gnassingbé n'a pas immédiatement promulgué cette nouvelle Constitution censée inaugurer la 5^e République du Togo. Il demande une nouvelle lecture à l'Assemblée nationale afin d'intégrer des améliorations au texte venant des différents secteurs de la société.



Assemblée nationale du Togo, Lomé. WIKIMEDIA COMMONS

... mais le pouvoir demeure

Une façon de répondre à la levée de boucliers, tant sur la forme que sur le fond qu'inspire cette réforme. Beaucoup, et pas seulement dans l'opposition, font remarquer qu'un changement aussi majeur ne peut se faire sans un débat approfondi à l'échelle de l'ensemble du pays. D'autant que le mandat des députés expirait à la fin du mois de décembre 2023. De plus, les conditions de leur élection étaient des plus douteuses, ce qui a motivé à l'époque le boycott de cette échéance électorale par l'opposition.

Le but de la manœuvre ne fait guère de doutes. Il s'agit pour Faure Gnassingbé de pérenniser son pouvoir. En 2005, il a succédé à son père Eyadema, resté à la tête du pays pendant 38 ans. Depuis, il a déjà modifié la Constitution afin de briguer un quatrième mandat de président de la République et désormais il pourra s'éterniser au pouvoir comme président du Conseil des ministres.

Les droits humains restent en berne

Bien évidemment les caciques du pouvoir tentent de justifier cette réforme. Elle ouvrirait la voie à plus de démocratie. Mais, dans le même temps la conférence de presse tenue par l'opposition sur ce sujet a été interdite. Quant à la presse elle est toujours sur la sellette. Dernièrement Apollinaire Mewenemesse, directeur de publication du journal *La Dépêche*, âgé de 71 ans, a été emprisonné. Les dizaines de prisonniers politiques croupissent toujours dans les geôles depuis des années sans jugement. Ce n'est d'ailleurs peut-être pas un hasard si cette nouvelle Constitution est amputée d'un tiers de ses articles portant principalement sur les droits humains... relégués aux annexes.

Paul Martial

Avant cette attaque, Israël avait tué plus de 200 travailleurEs humanitaires palestiniens et 33 000 PalestinienNEs majoritairement musulmanEs, pour la plupart des femmes et des enfants. Mais il venait de tuer les mauvaises personnes, des Blancs originaires de pays majoritairement chrétiens, l'Australie, la Pologne, le Royaume-Uni, et un citoyen américain et canadien, Jacob Flickinger, 33 ans. La WCK, réputée pour ses actions caritatives, est dirigée par le chef cuisinier José Andrés, citoyen américain né en Espagne. Netanyahu, qui n'avait pas présenté d'excuses pour le meurtre des 200 humanitaires palestiniens, de 140 journalistes ou de 13800 enfants, a cette fois immédiatement reconnu une erreur et a déclaré: «*Malheureusement, au cours de la journée écoulée, il y a eu un cas tragique où nos forces ont frappé involontairement des innocents dans la bande de Gaza. Cela arrive en temps de guerre*».

Une occasion pour Biden de se montrer plus ferme

L'attaque contre WCK a été un cadeau pour Biden qui était attaqué par les progressistes pour ne pas freiner Israël. Il a pris son téléphone, appelé Netanyahu et lui a dit qu'il devait protéger les travailleurEs humanitaires, garantir plus d'aide aux PalestinienNEs et négocier un cessez-le-feu immédiat en échange d'otages, suggérant qu'il pourrait conditionner l'aide militaire américaine à Israël. Biden a déclaré: «*Nous sommes passés aujourd'hui d'une accolade à une poignée de main, puis à une tape sur les doigts*».

La guerre d'Israël contre les PalestinienNEs est menée avec des milliards de dollars d'aide militaire américaine, y compris aujourd'hui

USA Biden durcit le ton mais le soutien américain à Israël se poursuit

En tuant sept employés de la World Central Kitchen (WCK) le 1^{er} avril, Israël a franchi une ligne rouge invisible, ce qui a immédiatement suscité l'indignation en Europe, en Australie et en Amérique.

BIDEN CONDAMNE ISRAËL, MAIS CONTINUE À LUI FOURNIR DES ARMES



de la part de l'administration Biden. Légalement, l'aide militaire américaine ne peut aller à des pays qui ne protègent pas les civils et n'assurent pas une assistance humanitaire. Jusqu'à présent, le président n'avait exercé qu'une légère pression verbale sur Netanyahu pour qu'il modifie la stratégie d'Israël vis-à-vis des PalestinienNEs. L'attaque israélienne contre WCK a donné à Biden l'occasion de se montrer plus ferme.

Une attaque délibérée d'Israël

Néanmoins, la colère contre Israël et les États-Unis continue de croître. Andrés, le directeur de WCK, a immédiatement accusé Israël d'avoir délibérément attaqué les travailleurEs humanitaires de son organisation. À la suite de l'enquête menée par les Forces de défense israéliennes et des

mesures disciplinaires prises à l'encontre d'officiers, WCK a déclaré que «*les Forces de défense israéliennes ont déployé une force meurtrière sans tenir compte de leurs propres protocoles, de leur chaîne de commandement et de leurs règles d'engagement*». Et WCK a exigé une enquête indépendante. Une enquête convaincante d'Al Jazeera a révélé que l'armée israélienne avait attaqué «*méthodiquement et délibérément*» les travailleurEs du WCK.

Fin mars, Volker Türk, le plus haut responsable des droits de l'homme des Nations unies, a déclaré qu'il était «*plausible*» qu'Israël utilise la famine comme arme de guerre à Gaza. Pour beaucoup d'entre nous, cela semble non seulement plausible, mais évident. L'attaque contre WCK a conduit ce dernier et d'autres organisations d'aide à suspendre leur travail, ce qui a aggravé la famine et la faim à Gaza.

Manifestations pour un cessez-le-feu et contre la politique de Biden

L'attaque contre WCK a intensifié la dissidence de certains sénateurs et représentants du Parti démocrate qui s'opposent au soutien continu, et jusqu'à présent non critique, de Biden à la guerre d'Israël. Et bien sûr, cela a encouragé les protestations continues des activistes appelant à un cessez-le-feu qui ont eu lieu lors d'événements organisés par le parti du président, interrompant parfois Biden lui-même. Jewish Voice for Peace, un groupe juif antisioniste, a déclaré sur X que l'attaque d'Israël contre WCK était intentionnelle, écrivant: «*Écoutez d'abord les Palestiniens – et immédiatement – chaque fois qu'ils subissent le génocide et la colonisation israéliens. L'assassinat par l'armée israélienne de toute personne à Gaza est conscient et calculé*».

L'attaque israélienne contre WCK a enflammé l'opposition à Biden au sein de la gauche qui, lors des primaires démocrates, a souvent voté «*sans engagement*» plutôt que de voter pour le président. La «*tape sur la main*» de Biden ne les impressionnera pas, à moins que celui-ci n'arrête réellement l'aide militaire à Israël. Et cela semble encore peu probable. Le soutien de Biden à Israël pourrait lui coûter l'élection. Peut-être...

Dan La Botz,
traduction Henri Wilno

TURQUIE Une double victoire des peuples

Les élections municipales du 31 mars 2024 en Turquie ont représenté un véritable séisme politique: le bloc lié à Erdogan a connu sa première défaite depuis 2002.

La victoire d'Erdogan aux scrutins de 2023 avait été une source de démoralisation et de perte d'intérêt envers la politique, et le scrutin municipal semblait être marqué par le plus grand désintérêt.

Un tournant historique

Avec un taux de participation en baisse, le principal parti de l'opposition, le CHP (centre gauche-républicain-laïciste) a remporté une victoire inattendue avec 37,8% de voix contre 35,5% pour le parti d'Erdogan, l'AKP, cumulant près de 4 millions de voix de plus qu'aux législatives de 2023. Il a remporté les élections non seulement au niveau du pourcentage total mais aussi gagné des mairies de villes et d'arrondissements dans des bastions de l'AKP.

Enjeux de ces élections, Istanbul et Ankara restent aux mains de l'opposition. Ekrem Imamoglu à Istanbul obtient 51,14% (10 points de plus que l'AKP) et son parti remporte 26 des 39 arrondissements d'Istanbul, soit 12 de plus. Le maire sortant d'Ankara, Mansur Yavas (transfuge de l'extrême droite) l'emporte avec 60,5%, soit 30 points de plus que le candidat du régime. Imamoglu émerge comme un leader politique

pouvant rassembler au-delà de la base traditionnelle du CHP (aux alentours de 25%) et comme un potentiel candidat aux prochaines présidentielles.

Déroute du régime

L'AKP et son allié d'extrême droite (MHP) ont perdu plus de 6 millions de voix, avant tout à cause de l'inflation et de la hausse du coût de la vie. La corruption et le clientélisme au sein de l'AKP, l'hypercentralisation du pouvoir politique à travers la figure d'Erdogan expliquent sa perte de légitimité et de liens avec sa base électorale. Ces résultats ne signifient pas qu'Erdogan n'est plus le leader incontesté pour la moitié de la population car les dynamiques des élections locales sont très différentes de celles des législatives et de la présidentielle. Une partie des électeurs de l'AKP ne se sont pas rendus aux urnes afin de pénaliser leur parti, mais le Nouveau Parti de la prospérité (YRP, islamiste, homophobe et anti-vaccin) a bénéficié de ce mécontentement, passant de 4% aux législatives de 2023 à 6%, gagnant des dizaines de municipalités dont une métropole, Urfa. Il s'affirme comme pôle de la contestation au sein de la droite, tandis que les alterna-

tives conservatrices-islamistes sont quasiment réduites à néant. Refusant de faire partie du bloc politique bâti autour d'Erdogan, Fatih Erbakan, leader du YRP, a mené sa campagne sur les questions économiques (notamment la situation des retraités qui semble être un des facteurs importants de la défaite de l'AKP) et les accords financiers avec Israël.

Coup judiciaire dans la région kurde

Le DEM, parti pro-kurde, avec 5,7% perd 3 points par rapport aux législatives de 2023 mais ce résultat ne constitue pas un affaiblissement du parti. Dans l'ouest du pays, le DEM, tout en présentant ses propres candidats, n'a quasiment pas mené de campagne et a en majorité soutenu les candidats du CHP afin de faire perdre le bloc islamiste-nationaliste d'Erdogan. Dans la zone kurde, le DEM remporte encore une fois la majorité des villes bien que ses maires soient systématiquement destitués et mis en détention, accusés de lien avec le «*terrorisme*». Le régime a d'abord tenté de faire voter plusieurs dizaines de milliers de militaires, policiers et autres «*électeurs transportés*» dans les villes kurdes. Mais ensuite la commission électorale a contesté

l'élection du maire sortant de Van, Abdullah Zeydan, validée avant le scrutin, et remis le mandat au candidat de l'AKP qui avait obtenu presque 30 points de moins. À la suite de mobilisations de masse et d'affrontements dans plusieurs villes, le Haut Conseil électoral a finalement validé son mandat et le régime a pour la première fois, depuis de longues années, reculé devant un mouvement de contestation, témoignage du basculement dans les rapports de force moral et politique.

Ce reflux vers le CHP n'a pas profité à la gauche radicale, notamment au Parti ouvrier de Turquie (TIP) qui avait obtenu 1,7% lors des législatives, dont une partie provenait des électeurs du CHP. Le parti n'a présenté des candidats que dans 14 villes (en dehors d'Istanbul, Ankara et Izmir) et n'a réussi à obtenir qu'un quart de ses voix de 2023 et deux municipalités dont Samandağ, district arabe-alévi de Hatay, touché par le tremblement de terre.

Cette victoire de l'opposition ouvre une brèche importante dans l'hégémonie du régime. La gauche révolutionnaire devra s'emparer de cette opportunité, mobiliser l'espoir fleurant de millions de travailleurEs, se reconstruire dans les mouvements sociaux et la lutte de classe afin de conquérir non seulement la démocratie mais aussi la justice sociale.

Uraz Aydin, le 4 avril 2024,
Istanbul



EXTRÊME DROITE DÉPUTÉ·E·S DU RN : UTILISER LES CLASSES POPULAIRES POUR DÉFENDRE LE CAPITAL

Macron dénonce l'irréalisme programmatique de Marine Le Pen en citant la retraite à 60 ans et... l'augmentation du smic, que le RN refuse pourtant! Bruno Le Maire voit dans le lepénisme un « nouveau marxisme ».

De nombreux journalistes n'hésitent pas à faire du RN un « parti des travailleurEs ». Le RN se réclame plutôt du « rassemblement de la France du travail, qui va du patron de PME, du patron de bistrot, de café, de restaurant,

l'ouvrier à l'employé en passant par l'intérim, le boulanger ou l'indépendant ». Des travailleurEs... réconciliés avec le capital, souvent soudés par la xénophobie. Dossier préparé par la commission nationale antifasciste.

La France du RN : des miettes pour les classes populaires

Le RN va certainement profiter de la énième offensive gouvernementale contre l'assurance chômage pour ajouter une couche à son vernis social. Confortée par son conseiller du moment, Jérôme Sainte-Marie, Marine Le Pen tient pour acquise sa réputation d'incarnation d'un « bloc populaire ».

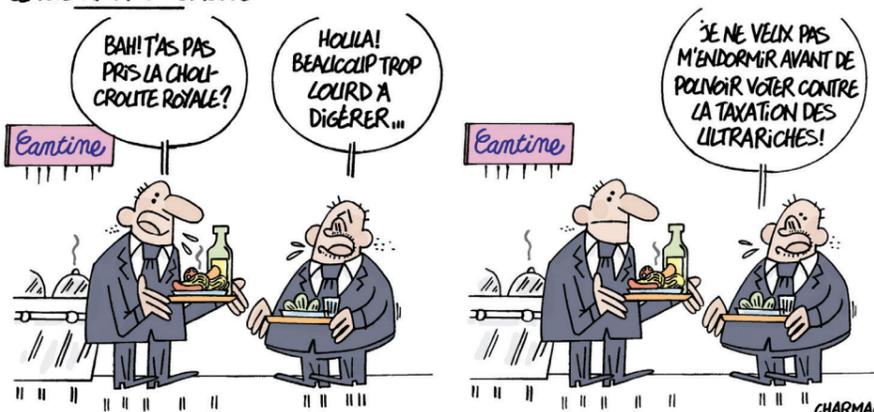
Pour fracturer cette pré-tention, il est nécessaire de partir du discours du RN, en y ajoutant les sous-titres qui donnent la cohérence à un positionnement parfois difficilement discernable. Pour dévoiler son projet délétère pour les classes populaires, il faut l'articuler avec ses deux piliers fondamentaux, xénophobe et sécuritaire, où la question de l'immigration reste centrale.

Un positionnement a minima

À la première écoute, peu d'accents franchement « anti-sociaux » chez les députéEs du RN. Les grandes formules enrobent quelques mesures en faveur des classes populaires, bien que ses députéEs interviennent peu. On ne

compte qu'un voire deux intervenants du RN au mieux parmi les vingt intervenants lors des séances à l'Assemblée. Le RN propose souvent des amendements sur des revendications déjà satisfaites. Sur des sujets techniques ou sur des mesures qui n'engagent pas de discussion de fond, il arrive que le RN propose des amendements identiques à ceux de la Nupes. Lorsque le RN vote les amendements « de bon sens » de la gauche anti-libérale, il s'agit souvent de positions d'hyper-repli qui cherchent sans conviction à obtenir quelques maigres progrès. Mais le RN peut aussi marquer son opposition en votant contre les projets de loi, voire pour les motions de rejet de la Nupes.

LE VOTE RN À L'ASSEMBLÉE



La réforme des retraites
Pour son entrée en matière, à l'été 2022, le RN vote pour la loi sur le pouvoir d'achat et contre la motion de rejet... tout en qualifiant le projet de « nullissime ». La séquence

contre la réforme des retraites illustre aussi cette posture : prétendue revendication de la retraite à 60 ans, alors que son système progressif aboutirait à une retraite à 63 ans voire 67 ans pour la grande

majorité de la population, moulins parlementaires afin de se faire passer pour l'opposant n° 1, délégitimation des grèves pour lui préférer la seule perspective électorale, l'appel au référendum,

plus institutionnel et donc contrôlable.

Cette stratégie vise à donner des gages de sérieux institutionnel et à préserver sa prétention de premier opposant. Elle alimente la logique du « c'est mieux que rien », « tout est bon à prendre » ou du « nous nous contenterons pour l'instant de ce que vous nous donnez », maintes fois entendus dans les interventions des députéEs du RN. C'est un des moteurs non négligeables du vote pour Marine Le Pen : on a tout essayé, il ne reste que le RN. Face aux crises et à l'implantation du RN dans les classes populaires, les réponses d'une gauche de rupture peuvent casser les faux-semblants de la lutte de façade contre l'extrême droite.

Le RN, en défense des entreprises françaises, socle de la puissance française

La campagne européenne de Bardella multiplie les signes vers les entrepreneurs... dont de nombreux secteurs n'ont pas de raison de le préférer à Macron. Son souhait de fédérer les « partisans de la puissance » est un net appel au patronat français. Au-delà sa démagogie électorale, le RN met en œuvre une stratégie de désarmement des classes populaires, où la collaboration de classe est cimentée par la xénophobie.

Le RN déporte la question du salaire socialisé, notion inconnue à l'extrême droite, vers le pouvoir d'achat, par des allègements de la TVA et des charges patronales. Rappel incessant du programme de Marine Le Pen, ce mantra est érigé contre l'augmentation du SMIC, qui « pourrait entraîner la fermeture de certaines entreprises ». La hausse des revenus répond aux attentes populaires que perçoit le RN. Il en fait autre chose qu'une question de répartition des richesses. Il s'agit de « redonner du sens au travail » et « [d'inciter] les gens à travailler ». Le RN ne voit pas « quels critères pourraient s'appliquer pour juger de la qualité ou non d'un emploi » vers lequel est accompagné le chômeurE. Il préfère s'intéresser à son « employabilité » et mettre l'accent sur les « besoins [...] des entreprises qui recrutent ». Voilà qui donne du sens au travail.

Le mantra du pouvoir d'achat

Il n'est pas facile de réconcilier travail et capital. Le RN se prend régulièrement les pieds dans le tapis. Tout en bataillant contre les formes de conditionnalité du RSA et

en considérant les difficultés liées à la mobilité ou à l'illectronisme, le RN demande la suppression immédiate, pure et simple, des allocations en cas de manquement aux engagements sans se soucier d'aucune procédure contradictoire. Dans son obsession sécuritaire, le RN va jusqu'à la suppression du RSA pour les condamnés à « une peine, comme auteur ou complice, d'un délit puni d'au moins deux ans d'emprisonnement ». Une double peine revendiquée, alors que le RN alerte sur la « détresse palpable » des personnes privées du RSA. Minimisant la substitution des salaires par les primes, induite par la loi sur le partage de la valeur qu'il vote, le RN argumente d'un simple « manque à gagner » pour justifier les exonérations

Il est un domaine où le RN avance sans louvoyer : la priorité nationale

sociales supplémentaires. Généreux dans sa conception de la valeur, il propose de la partager par extension de la prime Macron aux chefs d'entreprises de moins de 250 salariéEs. Enfin, le RN vante les plans d'épargne retraite entreprise. « C'est effectivement de la retraite par capitalisation, mais c'est un plus ». Pour renforcer la confiance des salariéEs dans leur entreprise, le RN propose de « rendre le pouvoir à l'actionnariat salarié et aux épargnants populaires ». Et pour « oxygéner le dialogue social », le RN souhaite « libéraliser la représentation (syn-

dicale) ». La recettes de la réconciliation du travail et du capital est plus claire!

La préférence nationale

Lorsque Jean-Philippe Tanguy, récent transfuge, s'emballe pour « libérer l'économie réelle de l'économie financière, (...) sortir du capitalisme de connivence », on croit lire la revue « d'étude nationale » du FN, *Identité*. Son numéro consacré à « réhabiliter le social » proposait en 1990 que les moyens ne se fondent pas « sur la lutte des classes, génératrice de haine et de division, mais sur le sentiment de solidarité entre les différentes couches de la nation ». Dans *Éléments* (la revue de la Nouvelle Droite), Marine Le Pen voit dans la lutte des classes, une « vision mesquine, envieuse et

finalement conflictuelle de la vie », incompatible avec « la conception fraternelle (...) de la communauté nationale ». En matière de conception fraternelle, le RN n'a pas de leçons à donner. Car il est un domaine où le RN avance sans louvoyer : la priorité nationale.

Exclusion des travailleurEs étrangerEs des élections professionnelles, préférence nationale à l'embauche, économies miraculeuses par la lutte contre l'immigration. Tout l'édifice tient sur ce pilier. Quand l'esprit se souvient, la flamme se maintient.

Le RN, un « parti des travailleurs »?

Si le RN était un « parti des travailleurs », Marine Le Pen pourrait grappiller des miettes plus grosses en soutenant des propositions de la Nupes... Ce n'est pas ce que dévoile l'énumération des votes de son groupe et les articles de la brochure de VISA, à commander sur <https://visa-isa.org/article/commandez-la-brochure-argumentaire-de-visa>. Vigilance et initiatives syndicales antifascistes, « S'armer contre l'extrême droite! Tome 2. Bilan d'une imposture des 88 députéEs FN/RN ».

SEB-TEFAL Déjouer le chantage à l'emploi

En y mettant les moyens — bus affrétés et deux jours payés, chantage à l'emploi — la direction de Seb a réussi à entraîner 450 salariéEs du groupe, ainsi que la CFE-CGE et FO dans une manifestation hostile au projet d'interdiction des PFAS (polluants éternels). C'est finalement un projet de loi très tronqué qui a été adopté en première lecture par les députéEs le 4 avril.

De grandes manœuvres donc pour cacher les responsabilités des entreprises sur l'environnement, la santé publique et l'emploi : Tefal pourra ainsi continuer de produire des poêles contenant des PFAS. En brandissant la menace d'une destruction de 3000 emplois, le PDG du groupe SEB s'oppose à la proposition de loi du député écologiste Nicolas Thierry, visant à interdire la fabrication, l'importation et l'exportation des PFAS. Ces polluants, utilisés notamment pour les revêtements des poêles Tefal, sont dangereux pour la santé humaine, pour l'environnement et pour leur résistance à la dégradation, d'où le terme de polluants éternels. Leur interdiction est donc urgente.

TétaniséEs par la perspective du chômage

Dans la manif parisienne du 3 avril, on a vu la pancarte : « L'écologie oui. Nos emplois aussi ! » Or, c'est bien la formulation qui est trompeuse et qui prend en étau les salariéEs. Il ne s'agit pas de choisir entre des emplois et la santé de toutEs (dont celle des travailleurEs d'abord). Ne renversons pas les responsabilités. C'est bien aux entreprises de gérer leur modèle économique dans le respect de la loi, de la santé publique et des citoyenNEs.

Loin des façades de la RSE (responsabilité sociale des entreprises, « normée » par les instances mondiales) business-compatible, il s'agit bien pour nous de soumettre les entreprises à leur responsabilité sur leur environnement naturel et humain, et de rappeler qu'elles sont là pour produire des biens essentiels, et non produire pour maintenir un modèle économique.

Et les instances représentatives du personnel ?

« Flagrant délit de non-anticipation », pointe le porteur du projet de loi. Et c'est bien le cas, puisque ces polluants sont connus depuis vingt ans. Dans une perspective plus concrète et immédiate, rappelons par ailleurs que les orientations stratégiques de l'entreprise, tout comme l'introduction de nouvelles technologies, doivent faire l'objet d'une consultation des instances représentatives du personnel. Un premier pied dans la porte pour recadrer les débats au sein des entreprises. À travers cette actualité, c'est tout l'enjeu de l'anticipation et de la justice de la transition écologique qu'il faut mettre durablement au centre de nos exigences, une transition juste et sécurisée pour les travailleurEs. La continuité du salaire en sera un élément central qui permettra aux salariéEs de passer d'un emploi « carboné », amené à disparaître, à un emploi compatible avec les enjeux climatiques et donc pérenne. L'urgence climatique impose un changement de modèle profond de la société, de notre économie et de nos modes de production. Imposons une transition écologique vers une société non-capitaliste, vers l'écocapitalisme.

Commission nationale écologie



ÉDUCATION NATIONALE La Seine Saint-Denis ne fait toujours pas sa rentrée!

Le vendredi 29 mars, une manifestation s'est rendue à Bercy pour exiger 358 millions d'euros pour l'éducation. Le samedi 30, des manifestations d'enseignantEs et de parents d'élèves s'antraient dans tout le département, regroupant 3000 manifestantEs (autant que la semaine précédente à Bobigny).

Maintenir la pression

Mardi 2 avril, l'intersyndicale Sud-éducation, SNEP-FSU, SNES-FSU, CGT-éducation et FO appelait à une journée de grève nationale contre la réforme Attal du « choc des savoirs » et pour un choc des salaires et des moyens. En région parisienne, ce sont les grévistes du 93 qui menaient la manifestation, renforcés par de nouvelles écoles qui rejoignent la grève. Mercredi 3 avril, les lycéenNEs de Blaise-Cendrars de Sevran se sont renduEs devant le collège Stanislas pour réclamer les mêmes moyens dans tous les quartiers. Jeudi 4 avril, les grévistes sont allés à l'inauguration de la piscine olympique à Saint-Denis pour rappeler que son coût de 175 millions représente la moitié du plan d'urgence. Enfin, vendredi 5 avril, c'est avec le sentiment du devoir accompli que plus de 300 grévistes, parents et élèves ont fêté les vacances, le soir à Pantin, et se sont donné rendez-vous le 22 avril pour ne toujours pas faire la rentrée.

Après six semaines de mobilisation, le mouvement pour un plan d'urgence en Seine-Saint-Denis est toujours là pour obtenir 5000 postes d'enseignantEs, 2200 AESH, 175 CPE, 650 AED et des pôles médico-sociaux abondés dans tous les établissements.

PAS DE CHAUFFAGE DANS LES ÉCOLES DU 93



La répression comme seule réponse

Face à cela, Belloubet, ministre de façade, a tenté d'assurer, le 27 mars, que la prime de fidélité 93, déjà encaissée par les policiers et les services judiciaires, et promise aux enseignantEs pour janvier, serait finalement ver-

sée... en mai ou en juin. Gabriel Attal, toujours prêt à donner des gages à l'extrême droite, propose des conseils de discipline dès l'école primaire. Quant à Macron, il continue son œuvre de destruction totale en imposant une nouvelle réforme des concours d'enseignement, dont on peut

espérer qu'elle mobilise les universités. Bref, ce gouvernement a laissé la police faire ses basses œuvres pour tenter d'affaiblir le mouvement. Jeudi 4 avril, ils ont arrêté Kamel Brahmi, secrétaire de l'UD CGT 93, lors de la mobilisation contre l'inauguration de la piscine. On ne saura jamais si c'était pour des raisons syndicales ou par discrimination au faciès de la part d'un policier sûr de son impunité. Vendredi 5 avril, un parent d'élève, venu soutenir les lycéenNEs du lycée Jean-Jaurès à Montreuil, sanctionnéEs pour s'être mobiliséEs, s'est retrouvé en garde à vue, puis déféré avec un procès le 13 septembre prochain.

Et à la rentrée ? On continue !

Cependant, difficile d'ignorer un mouvement d'une telle ampleur. L'intersyndicale éducation 93 (CGT, FSU, SUD) va être reçue le 10 avril à Matignon et 15 avril à Grenelle. Et si le gouvernement ne veut rien savoir, alors les personnels, les parents et les élèves du 93 continueront en reprenant la mobilisation à la rentrée, lundi 22 avril, et les jours qui suivront pour gagner le plan d'urgence pour l'école publique en Seine Saint-Denis et rejeter le « choc des savoirs ». Commission Éducation nationale

ÉLECTRONIQUE De l'eau, pas des puces!

Les 5, 6 et 7 avril la région grenobloise a connu une mobilisation massive contre l'accaparement des ressources par les industriels de la microélectronique et contre la « vie connectée ». Une manifestation de 2000 participantEs, le double de l'année passée, a atteint le quartier scientifique de Grenoble situé loin des tracés habituels des manifestations.

Ces trois jours ont aussi été marqués par des tables rondes et conférences, notamment dans la vallée du Grésivaudan où près de 400 personnes se sont réunies à deux pas des principales entreprises ciblées : ST Microelectronics (abrégée ST) et Soitec.

Ces entreprises produisent des puces électroniques pour de nombreux secteurs comme l'automobile, la 5G, les objets connectés. Ce sont des géants qui font leur loi puisque ST est le plus gros employeur privé de la région. Dans le cadre d'un plan européen de développement de la filière microélectronique, ST et Soitec ont été arrosés d'argent public pour agrandir leurs usines : Macron est venu annoncer 2,9 milliards d'euros pour l'agrandissement de ST.

Pillage et pollution

La production de puces nécessite une quantité considérable d'électricité, de produits chimiques mais aussi d'eau potable. À elle seule, ST consomme autant d'eau potable que toute la ville de Grenoble et elle prévoit de doubler sa consommation avec l'agrandissement. Dans un contexte local de sécheresse, de restrictions d'eau en été pour les agriculteurEs et de pénuries pour certaines communes, l'industrie de la microélectronique ne subit aucune contrainte.



Elle ne se contente pas d'accaparer l'eau, elle pollue l'Isère en rejetant de nombreux produits chimiques (qui devraient doubler avec l'agrandissement) avec le soutien de la préfecture qui accorde des dérogations supérieures aux seuils habituels. Par exemple, les rejets actuels de ST en azote sont équivalents à ceux d'une ville de 55000 habitantEs qui ne traiterait pas ses eaux usées...

Acteur des guerres

Les puces grenobloises ont des applications militaires et se retrouvent notamment dans du matériel russe utilisé en Ukraine, vendu malgré l'embargo avec la Russie. Ces ventes mortelles transitent par des entreprises intermédiaires, notamment une entreprise basée en Israël. Les liens entre la micro-

électronique grenobloise et cet État raciste, colonial et génocidaire sont multiples et en constante augmentation. Cet impérialisme économique a été dénoncé par Urgence Palestine 38 lors de la mobilisation des derniers jours.

Le NPA s'implique dans cette lutte contre l'accaparement des ressources par les industriels de la microélectronique. En partant de la question de l'eau, le mouvement porté par le collectif « STop Micro » a su s'implanter rapidement, obtenir un large soutien local, et s'amplifier de jour en jour. Si de petites victoires ont déjà été obtenues, la lutte face à ces multinationales promet d'être longue et la mobilisation réussie du premier week-end d'avril a marqué une nouvelle étape qui s'annonce prometteuse.

CorrespondantEs

À lire sur le site



Euskal Herria : les artisans de la paix en procès, par Buenaventura eta Hamalau



Technival breton : Du bruit, de la pluie, de la gendarmerie, par NPA Cornouailles



Marseille : Stopper l'arrivée d'armes en Israël, par Geneviève NPA Marseille Centre

Culture

CINÉMA *Matria*, de Álvaro Gago

Avec Maria Vasquez. Film espagnol, 1h 39 min. En salle le 17 avril.



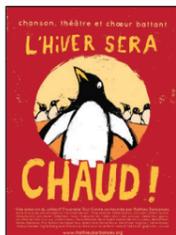
Matria est un film poétique mais athlétique! La Galice — Galiza — est belle, mais rude, et la vie du petit peuple de la pêche qui gagne rudement sa vie dans les Rias Baixas n'est pas facile. La caméra reste au plus près de Ramona, dans ses démêlés professionnels, dans ses déconvenues familiales, dans la

déroute de son couple et dans ce qu'elle tente de sauver comme relation avec sa fille. Cette femme est forte et gaie, mais la tourmente qu'est sa vie l'épuise, et les rares moments de répit — la fête avec son amie, quelques instants de grâce avec sa fille, la lueur d'espoir incarnée par le vieux monsieur qui la prend à son service — ne suffiront pas à assurer son avenir. Lui restera alors la fuite, dont il est difficile d'être convaincu qu'elle lui apportera une issue acceptable. La personnage principale habite le film, et l'actrice réalise une prouesse époustouflante: sans jamais verser dans le misérabilisme — Ramona est une combattante — le réalisateur fait se resserrer peu à peu l'étau sur sa vie, sans espoir, sur son parcours sans issue. Comme toile de fond, une côte somptueuse, à 1000 lieues de la carte postale, et une langue forgée par cette nature puissante et majestueuse...

Claude Moro

SPECTACLE *L'hiver sera chaud!*, de l'Ensemble Tout Contre

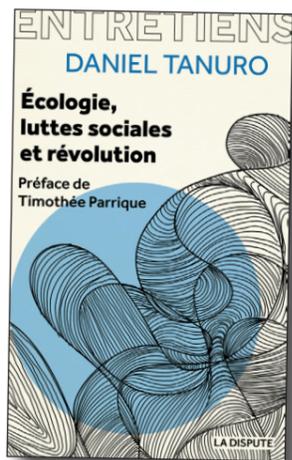
Chanson, théâtre et chœur battant, 1h 20 min.



Théâtre de rue, comédie musicale, cabaret, conférence gesticulée... *L'hiver sera chaud* est un peu tout cela à la fois. Créé l'été dernier par une trentaine d'artistes et après quelques mois d'hibernation, *L'hiver sera chaud!* bourgeoise avec le printemps, car ce sont près de

50 représentations qui se profilent dans une quinzaine de départements, ainsi que nombreuses représentations en collèges et lycées.

En savoir plus: <https://www.mathieubarbances.org/lhiverserachaud>



ESSAI *Écologie, luttes sociales et révolution*, de Daniel Tanuro

Éditions La Dispute, 2024, 184 pages, 15 euros.

se traduisent par l'objectif de réduction des émissions nettes et non de l'élimination de l'usage des combustibles fossiles. Face à ce tour de passe-passe, qui ne sert qu'à s'affranchir de la nécessité de rompre avec la croissance capitaliste, des voix critiques se lèvent. Elles rendent possibles des alliances, des métissages entre savoirs scientifiques et savoirs populaires, qu'ils soient ouvriers ou indigènes, indispensables à la construction d'une écologie populaire de masse.

L'écologie inachevée de Marx

Avec le même esprit critique, Daniel Tanuro aborde sans concession les rapports entre le marxisme et l'écologie. Tout en pointant le productivisme de la majorité des auteurs marxistes du 20^e siècle, y compris Trotski, il défend la critique marxienne de l'économie politique comme la plus pertinente pour comprendre la catastrophe écologique et fournir une explication matérialiste de la nature « croissance » du capitalisme. Il nous invite à parcourir le chemin effectué par Marx lui-même et souligne en particulier l'actualité de son analyse du « hiatus irrémédiable » dans le « métabolisme » entre l'humanité et la nature. Cependant, il refuse les lectures apologétiques qui repeignent Marx en vert et

préfère interpréter le caractère inachevé de l'écologie de Marx comme une invitation à aborder d'autres champs. C'est ainsi qu'il plaide pour une compréhension féministe matérialiste de la domination patriarcale sur les femmes dans le capitalisme et partant de leur place dans les luttes écosociales.

Que faire ? Répondre à cette interrogation impose de mesurer combien le capitalisme est incapable, ne serait-ce que de freiner la catastrophe. C'est ce que fait Daniel Tanuro en montrant comment les renouvelables dans le cadre d'un greenwashing systémique ne visent pas à réduire les énergies fossiles mais à satisfaire la boulimie croissante du productivisme capitaliste, associant néo-industrialisme, extractivisme et pillage accru des pays dominés, ainsi que l'exacerbation de la concurrence entre puissances impérialistes.

Élaborer un programme social et environnemental

Face aux difficultés immenses de l'alternative et parce que les solutions sont politiques, l'auteur invite à se concentrer sur l'élaboration d'un programme social et environnemental, sur l'invention d'une stratégie et sur la mise au point de tactiques de lutte. Parce que l'arrêt de la catastrophe n'est possible qu'à la condition de sor-

tir du capitalisme pour produire des valeurs d'usage plutôt que des marchandises, la participation active des exploités est indispensable à cette transformation révolutionnaire de la société. Cette participation ne se décrète pas, elle nécessite une stratégie d'alliance pour « bousculer » le cadre productiviste dans lequel les salariéEs posent spontanément leurs revendications socio-économiques immédiates. S'il ne dissimule pas la gravité des menaces qui pèsent sur l'humanité, Daniel Tanuro conclut sur ces mots : « on ne peut que s'accrocher à l'espérance pour y puiser l'énergie nécessaire à la lutte ».

Enfin, ne faites surtout pas l'impasse sur la préface de Timothée Parrique, véritable plaidoyer pour une réconciliation fructueuse entre écosocialisme et décroissance.

Christine Poupin

Librairie La Brèche
Événements militants, achats personnels ou cadeaux

- la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil
- la-breche.com 01 49 28 52 44 contact@la-breche.com

Les Nôtres

Christiane Jadelot

Christiane Jadelot est décédée le samedi 30 mars. Elle avait 75 ans, mais était encore militante syndicale et politique dans plusieurs collectifs nancéiens pour les sans-papiers, pour la Palestine, contre le nucléaire. Elle a accompagné la LCR, a été militante du NPA, pour lequel elle a été candidate en 2012.

En plus de tous ses engagements, elle était toujours à nos côtés dans la rue, et était encore prête à nous rejoindre dans la lutte unitaire contre le post-fascisme. Notre amitié va à sa fille



Sarah et à ses petits-enfants. « La Christiane » va nous manquer, tout comme ses anecdotes sur son militantisme de jeunesse. Elle va manquer à tout le milieu militant nancéen. Ses camarades du NPA de Nancy

Réunion publique Une gauche de rupture en débat à Paris. Alors que les conflits armés s'amplifient, un an après la mobilisation des retraites et à quelques semaines des élections européennes, le NPA organisait mercredi 3 avril à Paris une réunion publique afin de tracer les contours d'un rassemblement pour une gauche de combat...

Une centaine de personnes dans la salle, des milliers sur les sites et réseaux sociaux en live. Preuve que le débat travaille la gauche sociale et politique! Les difficultés à construire les mobilisations sociales, à les transformer en victoires, l'offensive macroniste au service des plus riches, la menace de l'extrême droite, l'éclatement de la Nupes et l'absence d'alternative imposent de mener une discussion franche et sans fard.

Pour cela, deux tables rondes consécutives étaient organisées. La première autour des enjeux internationaux, « *Guerres et solidarités internationalistes* », a réuni Salah Hamouri (militant palestinien, victime de la répression de l'État d'Israël et membre de Boussole Palestine), Jérôme Bonnard (secrétaire national de Solidaires) et notre camarade Édouard Soulier (membre de la direction du NPA). La seconde baptisée « *Unité et radicalité* » a fait dialoguer Youlie Yamamoto (porte-parole d'Attac et co-fondatrice des Rosies), Danièle Obono (députée de LFI depuis 2017) et notre camarade Christine Poupin (porte-parole du NPA).

En début de réunion, Salah Hamouri s'est fait le porte-voix de la situation dramatique en Palestine, avec « *un génocide plus lourd*

que la Nakba de 1948, un génocide qui n'est pas qu'à Gaza ». Jérôme Bonnard a défendu les convois de solidarité vers l'Ukraine et la campagne Stop Arming Israël. Tous ont soutenu la nécessité de construire les mobilisations, de l'Ukraine à Gaza, autour d'une solidarité internationaliste. Puis, selon Youlie Yamamoto « *il faut pousser à une gauche férocement antilibérale, férocement anticapitaliste, portant la remise en cause profonde [...] de la logique du marché* », ce qui passe par la constitution de mobilisations autour de « *fronts larges, unitaires, par exemple sur l'austérité* ». Danièle Obono a abordé le bilan de la Nupes, les clarifications politiques à gauche, et donc des élections européennes. Selon elle, depuis la présidentielle de 2022, « *le rapport de force s'est émoussé* », conduisant les désaccords stratégiques à gauche à refaire surface. « *Les prochaines élections doivent être le moment où l'on confirme à nouveau d'assumer la confrontation* ». L'enjeu étant « *d'imposer une unité à la fois radicale et transformatrice de prise de pouvoir à la fois dans les institutions et dans les luttes* ».

On partagera l'idée qu'une telle unité, qui passe par de nouvelles déclarations au sein des gauches, reste à construire. Cela nécessite de tirer jusqu'au bout les bilans, à la fois de l'expérience de la Nupes comme de l'incapacité de la gauche révolutionnaire

à entraîner seule notre camp social. À suivre...

Manu Bichindaritz

En replay sur le site: Réunion publique de débat du NPA « Rassesembler pour une gauche de rupture ».



Limoges Une fête anticapitaliste réussie.

Environ 150 personnes sont passées à la fête ce samedi 6 avril, organisée par le comité de Limoges. Notre comité réunit les deux branches du NPA. Ensemble, nous avons élaboré un programme permettant de réfléchir à l'actualité comme à la culture populaire. Nous y vendions les deux presses et on pouvait y voir les affiches des deux NPA. Au menu des discussions, le mouvement des paysans, puis la Palestine en présence de plusieurs participants actifs lors des manifestations pour Gaza et la Palestine à Limoges. Ensuite Bolchegeek a échangé avec le public pendant presque deux heures après une introduction d'un camarade du comité. Les éditions Libertalia, la revue féministe *Casseroles* et l'association Limousin Palestine ont proposé leurs livres, brochures et revues. Et pour le côté festif: couscous, chorales (avec la CRS — Chorale des résistances sociales — et les Poupées gonflantes) et musique rock (avec les Chaotic Footstompers) ont clos la soirée! Une réussite pour nous mais aussi selon les retours des militantEs de LFI et des JC, venus nombreux, et du côté de nos sympathisantEs, amiEs, collègues ou nouveaux/nouvelles venuEs...

Correspondante



La fête anticapitaliste de Limoges. NPA

SOULÈVEMENTS DE LA TERRE, SAISON 7

« Notre lutte contre l'accaparement est internationaliste et anti-impérialiste »

Entretien. Un an après Sainte-Soline, quelques mois après la dissolution ratée, « l'Anticapitaliste » a rencontré **Caroline**, des Soulèvements de la Terre, pour faire le point...

Après cette année de haute intensité, peux-tu nous dire où en sont les Soulèvements de la Terre ?

On peut dire, d'abord, que comme tout le monde, nous avons été durement traumatisés par l'expérience de la répression de la manifestation de Sainte-Soline. Le reportage de *Off-Investigation* et de *Reporterre*, « Sainte-Soline autopsie d'un carnage »¹, en donne un retour glaçant. À l'inverse, la dissolution qui a suivi le 21 juin a donné lieu à des manifestations de soutien extraordinaires, la signature d'un texte par près de 160 000 personnes à ce jour, et l'émergence des comités...

Le soin apporté à notre défense juridique, ajouté à cette mobilisation, nous a valu la suspension de l'arrêté le 11 août et son annulation le 9 novembre. Nous savons que les termes du Conseil d'État laissent planer une menace, mais le rapport de force qui nous a permis cette victoire demeure.

Ensuite, nous avons fait en sorte de maintenir un niveau d'activité très élevé — contre Lafarge, contre l'extractivisme, avec les No Tav de la Maurienne, la Déroute des routes contre l'A69, contre le contournement de Rouen. Dans ces mobilisations, nous avons cherché, pour ne pas nous laisser enfermer dans des logiques d'affrontements, à enclencher une autre dynamique, à faire émerger de nouveaux récits d'action, un imaginaire joyeux, notamment en nous appuyant sur la collaboration avec les naturalistes déter, comme lors de la mobilisation près de Rouen.

Nous avons cherché à enclencher une autre dynamique, à faire émerger de nouveaux récits d'action, un imaginaire joyeux

Et puis les comités...

Bien sûr, l'émergence de plus de 200 comités ! Avant Sainte-Soline, il y avait, en France... un comité local ! Cela recoupe des situations très diverses : ça va de l'antenne locale qui relaie simplement les initiatives nationales et organise la participation aux actes des Soulèvements, à des comités structurés, en lien avec les luttes locales, et même à des comités qui impulsent des résistances locales. En fait, le lien avec les luttes locales se fait là où il y a de l'énergie, de l'envie, de la créativité... Il y a aussi des intercomités, structurés sur un territoire régional, qui organisent l'action. La lutte contre Lafarge a été largement structurée par



« Nous ne voulons pas être ceux qui viennent de la ville dire aux paysanNEs ce qu'ils doivent faire, mais nous voulons faire émerger des intérêts communs contre la bourgeoisie agricole »

les comités locaux qui ont choisi leurs cibles.

Autre exemple, sur la Palestine, ce sont les comités de Rennes et d'Île-de-France qui ont impulsé la journée nationale BDS contre Carrefour, en collaboration avec Urgence Palestine et la Conf', et ça a donné une trentaine d'actions un peu partout, à Lyon, à Grenoble... En effet, notre lutte contre l'accaparement est internationaliste et anti-impérialiste : les PalestinienNEs se battent pour leur droit à exister sur leur terre !

D'autres initiatives émanent des comités, notamment celui de Marseille contre les usines d'armement, qui marque aussi un tournant décolonial des Soulèvements, anti-impérialiste, vers la lutte contre les intérêts coloniaux de l'État français.

La révolte agricole vous a-t-elle percutés ?

L'irruption de la colère paysanne nous a profondément bousculés ! C'est que ça touche des questions qui nous parlent : le revenu, le libre-échange ! Les Soulèvements de la Terre sont aussi un mouvement paysan : les paysanNEs suivent la FNSEA, voire la Coordination rurale, mais nous ne nous satisfaisons pas de cette fracture, nous voulons aller les chercher !

Nous voulons défaire la dualité écolos urbains / monde paysan ; nous ne voulons pas être ceux qui viennent de la ville dire aux paysanNEs ce qu'ils doivent faire, mais nous voulons faire émerger des intérêts communs contre la bourgeoisie agricole ! Sur la question du revenu, de la terre... Une classe, ça se construit. Au-delà, nous voudrions faire le lien avec les ouvrierEs agricoles, les saisonnierEs, les ouvrierEs de l'agro-industrie, celles et ceux qui sont exploités par le système aux mains des gros.

Les paysanNEs sont coincés : en amont par le marché des semences, des intrants, des machines, et en aval par les industries de la transformation et de la distribution. C'est en amont et en aval que se concentrent les profits : il faut récupérer la plus-value, ce sera indispensable pour avancer vers un autre modèle agricole, une agriculture paysanne...

Comme l'Atelier paysan² nous pensons qu'il ne s'agit pas de la responsabilité individuelle, mais d'une démarche collective qui reposera sur le triptyque éducation populaire, rapport de forces, alternative.

Justement, quid des Greniers de la terre ?

L'idée des greniers, c'est que les comités des Soulèvements, qui mettent en place des réseaux de distribution de produits pour nourrir les luttes, les grèves, nos rassemblements, soient en mesure de produire eux-mêmes les aliments distribués ! Il s'agit d'être immédiatement capables d'approvisionner nos initiatives par nos productions, de façon indépendante. Cela préfigure un futur désirable de nos luttes, une alternative possible en cas de crise (comme celle du covid) mais aussi, à notre échelle, une société telle que nous la voulons. Un réseau national se met en place, qui regroupe actuellement une douzaine de greniers, à des degrés divers de développement, mais ça avance. Cela participe de la volonté de « tisser la trame » que veut impulser la saison 7...

Alors, la saison 7, peux-tu en parler ?

Détricoter les filières mortifères... On veut s'attaquer aux filières, comme celle du tout maïs. Les super-mégabassines destinées à Limagrain seront au centre de l'étape de mai. On va poursuivre la lutte contre la logistique, les méga-entrepôts des plateformes, Greendock en région parisienne, ainsi que contre l'A69³.

Nous agissons pour gagner ! D'ailleurs, nous avons déjà

gagné : les bassines ont du plomb dans l'aile ! 45 ont été annulées par la justice, 17 ont été débâchées... L'extension de la carrière de Saint-Colomban a été abandonnée !

Une échéance importante, au mois de juillet, c'est la préparation d'une nouvelle mobilisation pour l'eau, en Deux-Sèvres, juste avant les Jeux olympiques. Du 14 au 19 juillet, ce sera le village pour la défense de l'eau, « pour se rencontrer, se solidariser, se préparer, commencer à agir et préparer l'avenir », suivi les 20 et 21 juillet par un grand week-end de mobilisation internationale, où nous espérons voir des dizaines de milliers de personnes...

Propos recueillis par Vincent Gibelin

1 - <https://video.off-investigation.fr/w/jwMoc5FgHLT8rdRCLK77E4>

2 - <https://www.latelierpaysan.org/>

3 - <https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/appele-a-la-saison-7-des-soulevements-de-la-terre->

Les mobilisations à venir

• **11 MAI** : Rand'eau festive et déterminée pour la défense de l'eau dans le Puy-de-Dôme

• **DATE À VENIR** : Glacier de la Girose, dans les Alpes et les hauteurs de La Grave

• **24-26 MAI** : Stop Greendock en Île-de-France

• **8-9 JUIN** : A69 Acte 3, entre Castres et Toulouse

• **15-21 JUILLET** : Mobilisation internationale Stop mégabassines avec un Village de l'eau, Marais poitevin & alentours

• **2-8 SEPTEMBRE 2024** : De la Venise verte à la lagune de Venise

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)

[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°154 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org